



NOTE DE SERVICE

N° 03-028-M2 du 5 mars 2003

NOR : BUD R 03 00028 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

NOTIFICATION D'UNE LETTRE DÉPERSONNALISÉE

ANALYSE

Facturation du tarif dépendance

Date d'application : 05/03/2003

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT À CARACTÈRE SOCIAL ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ; PERSONNE ÂGÉE ; ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 99-100-M2 du 30 septembre 1999 - Instruction n° 99-125-M22 du 20 décembre 1999 -
Instruction n° 99-135-M21 du 31 décembre 1999 - Instruction n° 01-054-M2 du 19 juin 2001 -
Instruction n° 01-104-M22 du 16 novembre 2001 - Instruction n° 01-107-M21 du 20 novembre 2001

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TGAP	TPG	RF	T	DOM	TOM						

DIFFUSION

GT 25

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6B

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le 26 décembre 2002

6ÈME SOUS-DIRECTION
BUREAU 6B
TÉLÉDOC 685
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

N° 64213

Affaire suivie par : B. Sablayrolles
Téléphone : 01.53.18.73.42
Télécopie : 01.53.18.36.68
Mél. : benoit.sablayrolles@cp.finances.gouv.fr

LE DIRECTEUR GENERAL

DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

A

MONSIEUR LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL DE (...)

OBJET : Facturation du tarif dépendance en cas d'hospitalisation du résident.

Par courrier ci-dessus cité en référence, vous souhaitez connaître les modalités de facturation du tarif dépendance dans les établissements hébergeant des personnes âgées (EHPA) en cas d'hospitalisation des résidents, compte tenu de pratiques divergentes dans différents établissements de votre département.

Si l'article 7 du décret n° 99-316 modifié du 26 avril 1999 précise les modalités de facturation du tarif hébergement en cas d'hospitalisation, il est silencieux sur les mêmes modalités concernant le tarif dépendance.

Par conséquent, en l'absence de dispositions spécifiques sur ce point, le tarif dépendance ne doit pas être facturé et ce dès le premier jour d'hospitalisation du résident. En effet, en son absence, le résident ne constitue plus une charge pour l'établissement, même s'il continue de percevoir l'APA pendant les trente premiers jours d'hospitalisation conformément à l'article 12 du décret n°2001-1085 du 20 novembre 2001.

Dans l'hypothèse où l'APA serait directement versée à l'établissement, il convient de distinguer les deux situations suivantes :

- si le résident est payant (non admis à l'aide sociale) : soit l'établissement déduit des participations du résident au tarif dépendance à venir le montant d'APA perçue pour le compte du résident en son absence, soit il rembourse au résident le montant d'APA perçue en son absence ;

- si le résident est non payant (admis à l'aide sociale) : l'établissement rembourse au résident le montant d'APA perçue en son absence qui sera comptabilisée dans ses ressources.

Par ailleurs, je vous précise que la direction générale de l'action sociale partage la même analyse.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGE DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX